

# FRANCE MAYOTTE

l'édition  
**ECO** 

Edition Spéciale FMM N°3586 de mai 2026

**MATIN**



**ÉDITION SPÉCIALE**

## Les déchets, un secteur au carrefour des transformations

NFC > L'INFOKWEZI > L'INFOKWEZI > L'INFOKWEZI > L'INFOKV



**0** €/mois à vie !!!

[www.linfokwezi.fr](http://www.linfokwezi.fr)

@MayShopCrea

## Sommaire

04

Les déchets suivent un parcours précis de la collecte à l'export

05

La collecte des déchets ménagers fait face à de fortes limites

06

À Mayotte, la collecte classique échoue face aux quartiers informels

08

À Mamoudzou, la collecte des déchets d'entreprises reste un défi majeur

10

Le financement de la collecte des déchets révèle ses limites

11

Recycler reste difficile malgré des dispositifs existants

12

La sensibilisation apparaît comme clé face à la crise déchets

13

Des déchets trop dégradés compliquent leur recyclage

14

Le réemploi des déchets se heurte à la réalité du terrain

15

La valorisation des déchets freinée par la réglementation

16

En vingt ans, à Mayotte, le déchet est devenu un métier industriel

18

La gestion des déchets se modernise et sécurise les métiers

19

La gestion des déchets repose sur un strict encadrement réglementaire

20

Le broyeur révolutionne la gestion des déchets industriels

22

La presse industrielle optimise le traitement des déchets métalliques

24

Le basculeur optimise le chargement des déchets à l'export

26

Les bennes à ordures ménagères au cœur de la collecte

28

La gestion des déchets dangereux est strictement encadrée

29

Le trading des déchets devient un levier économique clé

30

Enzo Technic Recyclage s'impose comme un acteur clé entre public et privé

32

Recycler les huiles de cuisine devient un enjeu stratégique

34

Les déshydrateurs ouvrent une nouvelle voie pour les déchets

35

Les batteries au lithium posent un défi majeur à venir

36

L'avenir des déchets passe par une gestion plus locale et rigoureuse

37

À Hamaha, une nouvelle plateforme pour moderniser la gestion des déchets voit le jour

Gérant et directeur de publication : Patrick Millan - patrick.millan976@gmail.com

Rédacteur en chef : Anne-Constance Onghéna - aco.kwezi@gmail.com

Rédacteur : Anthony Maltret

Conception graphique : Déborah Maréchal

Adresse : Villa Batrolo, descente Sogéa - BP 258 - 97600 Mamoudzou

Portable : 06 39 27 70 90

Contact publicités : Anne-Constance Onghéna - 06 39 29 09 39 -

aco.kwezi@gmail.com

RCS Mayotte : N°14 921/2010 • CNIL N° : 1426774 • N°ISSN : 2108-6931

Date de 1<sup>ère</sup> parution : 10 mai 2010

Périodicité : quotidien d'information générale

Immatriculation CPPAP : 0919 1 92453

Illustrations : © storyset.com Photos couverture : Freepik



# Édito

## “ “ Mayotte et ses déchets

Pendant longtemps, à Mayotte, le déchet était traité dans l'urgence. On ramassait, on déplaçait, on enfouissait parfois, sans véritable stratégie industrielle derrière. Le secteur fonctionnait avec les moyens du bord, dans une logique de réaction plus que d'anticipation. Mais cette époque est largement en train de disparaître. Lentement pour les habitants qui attendent encore de voir les rues plus propres, rapidement pour les professionnels du secteur qui, eux, assistent à une mutation profonde de leur métier.

Car derrière les camions et les bennes que l'on aperçoit au quotidien, une véritable révolution silencieuse est en marche. La gestion des déchets à Mayotte n'a plus grand-chose à voir avec celle d'il y a vingt ans. Désormais, les opérateurs travaillent selon des process industriels exigeants. Les investissements sont lourds, les équipements plus performants, les normes de sécurité renforcées. Les salariés sont formés, spécialisés, sensibilisés à des risques qui étaient encore trop peu pris en compte autrefois.

Surtout, le déchet n'est plus considéré comme une simple nuisance dont il faut se débarrasser au plus vite. Il devient une matière à trier, à valoriser, à exporter. Batteries, huiles, métaux, déchets dangereux : une partie de ce qui était autrefois abandonné ou enfoui quitte désormais Mayotte pour être traitée dans des filières spécialisées. Le territoire entre progressivement dans une logique moderne d'économie circulaire, avec encore de profondes transformations à venir.

Les prochaines années pourraient marquer un tournant majeur. L'arrivée annoncée d'une unité de valorisation des déchets et la création d'un véritable centre de tri et de valorisation multi-filières doivent permettre de franchir une nouvelle étape. Derrière ces projets techniques se cache en réalité une ambition claire : faire entrer Mayotte dans une gestion durable et structurée de ses déchets, comparable à celle de nombreux territoires métropolitains.

Dans cette transformation, certains acteurs ont joué un rôle moteur. Depuis vingt ans, Enzo Techno Recyclage accompagne cette mutation du paysage mahorais. L'entreprise a débuté en nettoyant des zones fortement dégradées, envahies par les déchets. Deux décennies plus tard, elle exporte des déchets dangereux, développe de nouvelles filières, investit dans du matériel, forme ses équipes et poursuit son expansion malgré les crises traversées par le territoire.

Au-delà de son activité économique, l'entreprise symbolise aussi un changement de regard. Celui d'un territoire qui commence à comprendre que le déchet n'est pas uniquement un problème de saleté visible, mais un enjeu industriel, environnemental et sanitaire majeur. Voir une entreprise mahoraise tenir vingt ans, continuer à investir et croire encore au développement local dans un secteur aussi complexe constitue un signal fort. Un exemple aussi, pour tous ceux qui hésitent encore à construire durablement à Mayotte.

Anne-Constance Onghéna





## Les déchets suivent un parcours précis de la collecte à l'export

À Mayotte, la gestion des déchets repose sur une organisation précise mais encore fragile. De la collecte des ordures et des encombrants au tri sur plateforme, puis au compactage, au broyage et à l'export vers des sites extérieurs de traitement, chaque étape vise à séparer ce qui peut être valorisé de ce qui finit encore en enfouissement sur l'archipel

À Mayotte, la gestion des déchets suit un parcours défini, même si la chaîne reste sous tension face aux volumes produits. La première étape est celle de la collecte. Elle distingue d'abord les ordures ménagères et assimilées, ramassées dans les zones urbaines avant d'être dirigées vers les installations de transfert puis d'enfouissement. Ce flux ne passe pas par le circuit de tri ni de valorisation.

En plus, il existe la collecte des déchets d'activité économique, anciens déchets industriels banals, ainsi que celle des encombrants ménagers, comme les tôles, les équipements usagés ou du mobilier. Ces déchets sont acheminés vers le site de traitement, où commence la deuxième grande phase : le tri. Dès leur arrivée, les bennes sont réceptionnées puis vidées sur une plateforme. Les équipes séparent alors les matières selon leur nature et surtout selon leur potentiel de valorisation. Dans une benne d'entreprise, on peut trouver du carton, du plastique ou de la ferraille. Dans les encombrants, les flux sont encore plus hétérogènes, avec des déchets électriques, des métaux, des objets d'ameublement

ou des matériaux divers. L'objectif est de distinguer ce qui pourra être valorisé de ce qui devra être éliminé.

Après ce tri vient le conditionnement. Selon les matériaux, les déchets sont compactés ou broyés pour réduire leur volume et faciliter leur transport. Une fois préparés, ils sont chargés dans des conteneurs maritimes. D'autres flux, comme les déchets électriques et électroniques, ne sont ni broyés ni compactés : ils sont placés en vrac dans les conteneurs avant expédition.

La dernière étape est celle de la valorisation. Faute de filières complètes sur place, les déchets valorisables sont exportés hors de Mayotte vers des sites spécialisés de traitement ou de recyclage. Ce départ vers l'extérieur constitue aujourd'hui l'issue principale pour les matières triées sur l'île. La question du coût environnemental de ces déchets se pose. À l'inverse, les déchets non valorisables prennent le chemin de l'enfouissement à Dzoumogné.

Ce parcours montre que la gestion des déchets ne se résume pas au seul ramassage des bacs. Elle repose sur une succession d'opérations techniques, du terrain jusqu'au chargement maritime. Collecter, séparer, conditionner, exporter : chacune de ces étapes est indispensable pour éviter que les déchets ne finissent tous en décharge. À Mayotte, la question centrale reste donc sa capacité à absorber des volumes croissants tout en augmentant la part réellement valorisée.

Nadjim El Farouk



## La collecte des déchets ménagers fait face à de fortes limites

**L**a collecte des déchets ménagers et des encombrants s'organise au quotidien sur un territoire en forte pression. Entre circuits structurés, contraintes d'accès et dépôts sauvages, le système montre ses limites face à une production de déchets en constante augmentation et à des usages parfois inadaptés

La collecte des déchets ménagers repose sur une organisation bien rodée, mais confrontée à de nombreuses contraintes. Chaque semaine, des équipes d'Enzo Technic Recyclage sillonnent les principaux axes de la CADEMA pour ramasser les ordures ménagères produites par les habitants. Le Sidevam 976 se charge des 15 autres communes. Au total, six camions sont mobilisés à Mamoudzou, dont quatre de

grande capacité pour les axes principaux et deux plus petits pour accéder aux rues étroites. Ces tournées sont assurées cinq jours par semaine, du lundi au samedi, avec des équipes composées de trois agents par véhicule. À cela s'ajoute un camion-grappin, indispensable pour traiter les dépôts sauvages qui échappent au circuit classique. Au total, une vingtaine de personnes est mobilisée chaque jour pour assurer ce service sur le territoire de Mamoudzou.

La collecte concerne essentiellement les zones urbanisées, accessibles aux véhicules. Les quartiers informels, souvent enclavés, restent en grande partie hors du dispositif classique. Faute d'accès, les déchets doivent être descendus à pied jusqu'aux points de collecte, ce qui complique fortement leur prise en charge. Cette situation favorise l'apparition de dépôts sauvages, notamment en périphérie des axes routiers.

Chaque mois, environ 1200 tonnes de déchets ménagers sont collectées sur la commune. Un volume important, qui reflète à la fois la densité de population et l'absence de tri en amont. En effet, une grande partie des déchets collectés pourrait être valorisée, mais fi-

nit aujourd'hui dans le flux des ordures ménagères.

La collecte des encombrants constitue un autre enjeu majeur. Ces déchets volumineux, comme les meubles, les tôles ou les équipements usagés, sont déposés soit lors de tournées spécifiques, soit directement dans l'espace public. Là encore, le manque de respect des circuits officiels entraîne une accumulation rapide de déchets dans certains points sensibles. À ces difficultés s'ajoute le comportement de certains professionnels. Des commerçants, restaurateurs ou importateurs déposent parfois leurs déchets dans le circuit ménager, sans contribution spécifique, ou les abandonnent dans des zones non prévues. Cette situation alourdit la charge du service public et accentue les problèmes de salubrité.

Malgré un dispositif structuré, la collecte des déchets à Mamoudzou reste donc sous tension. Entre contraintes d'accès, volumes élevés et pratiques inadaptées, le système peine à suivre le rythme. La question de son adaptation aux réalités du territoire reste aujourd'hui posée.

Nadjim El Farouk





## À Mayotte, la collecte classique échoue face aux quartiers informels

**L**a collecte des déchets repose sur un modèle pensé pour les zones urbaines accessibles. Dans les quartiers informels, où les routes sont inexistantes ou étroites, ce système montre ses limites et laisse place à des solutions inadaptées, avec des conséquences directes sur la salubrité

À Mayotte, la collecte traditionnelle des déchets atteint rapidement ses limites dès qu'elle sort des zones urbanisées. Conçue pour des axes accessibles aux camions, elle ne parvient pas à couvrir efficacement les quartiers informels, souvent enclavés et difficiles d'accès.

Dans ces zones, les véhicules de collecte ne peuvent tout simplement pas circuler. L'absence de voirie adaptée oblige les habitants à transporter eux-mêmes leurs déchets jusqu'aux points accessibles, parfois situés à plusieurs centaines de mètres. Une contrainte qui complique fortement le geste de dépôt.

Dans certains cas, ce sont les enfants qui sont chargés d'évacuer les déchets du foyer par crainte de rencontrer les forces de l'ordre pour les ESI. Faute de moyens adaptés, ils déposent souvent les sacs à proximité des bacs, sans pouvoir les introduire correctement. Cette pratique entraîne une accumulation rapide de déchets autour des points de collecte. Les animaux errants éventrent les sacs accentuant le sentiment d'abandon.

Le phénomène est accentué par le manque d'alternatives. Lorsque les bacs sont déplacés ou insuffisants, les habitants continuent d'utiliser les anciens points de dépôt, faute d'information ou de solution de remplacement. Résultat : des amas de déchets se forment durablement, parfois en pleine voie publique.

Face à ces limites, certaines solutions ont été envisagées, notamment la mise en place de dispositifs spécifiques pour les zones inaccessibles. L'idée consiste à organiser une collecte intermédiaire, avec des équipes chargées de descendre les déchets vers des points accessibles aux camions.

Mais ces dispositifs peinent à produire des résultats durables. Lorsqu'ils sont confiés à des entreprises, ils se heurtent à des difficultés d'adaptation au terrain. À l'inverse, des initiatives locales portées par des associations, proches des habitants, semblent mieux fonctionner, notamment lorsqu'elles intègrent une dimension de sensibilisation.

Car au-delà de la logistique, la question du comportement reste centrale. Sans accompagnement de proximité, les habitants ne disposent pas toujours des repères nécessaires pour adopter les bons gestes. La collecte ne peut alors pas fonctionner efficacement.

Les conséquences sont visibles lors des épisodes pluvieux. Les déchets accumulés dans les hauteurs sont entraînés vers les axes principaux, obstruant les canalisations et provoquant des inondations. Un phénomène récurrent qui illustre les limites du système actuel.

À Mayotte, la collecte des déchets ne peut donc pas reposer uniquement sur un modèle classique. Son adaptation aux réalités des quartiers informels apparaît aujourd'hui comme un enjeu majeur pour améliorer durablement la gestion des déchets sur le territoire.

Anne-Constance Onghéna

**20** ANS  
D'ENGAGEMENT

**ENZO TECHNIC  
RECYCLAGE A 20 ANS**  
RÉPONDRE À VOS BESOINS, NOTRE MISSION



**ENZO TECHNIC RECYCLAGE,  
TOUJOURS À VOS CÔTÉS**

NOUS INSCRIRE DANS LA PRÉSERVATION  
DU TERRITOIRE, NOTRE AMBITION



— 2006 - 2026 —  
**ENZO**  
GROUPE

## À Mamoudzou, la collecte des déchets d'entreprises reste un défi majeur

À Mamoudzou, la gestion des déchets issus des entreprises et activités économiques révèle de fortes limites. Entre absence de suivi, conventions insuffisantes et dépôts sauvages, une partie importante de ces déchets échappe au système officiel, pesant lourdement sur la salubrité et les finances publiques



À Mamoudzou, la collecte des déchets d'activités économiques, longtemps appelés déchets industriels banals (DIB), constitue un enjeu majeur pour la propreté du territoire. Contrairement aux ordures ménagères, leur prise en charge repose sur un cadre spécifique, encore partiellement appliqué.

En théorie, les entreprises, commerçants et restaurateurs doivent contribuer à la gestion de leurs déchets via des conventions avec la collectivité. Certaines structures ont effectivement engagé cette démarche et bénéficient d'un service de collecte adapté. Mais dans les faits, une part importante des acteurs économiques reste en dehors de ce dispositif.

Faute de suivi systématique et de contrôle, de nombreux professionnels continuent de déposer leurs déchets dans le circuit classique des ordures ménagères ou, pire, dans des zones non autorisées. Cette pratique engendre une surcharge du service public et participe directement à la multiplication des dépôts sauvages.

Plusieurs points du territoire illustrent cette dérive. Aux abords de certaines zones d'activité ou d'équipements publics, des déchets professionnels s'accumulent quotidiennement. Fruits et légumes



avariés issus de l'importation, cartons, plastiques ou encore résidus divers sont régulièrement abandonnés en pleine nature ou à proximité des axes routiers.

Ce phénomène s'explique en partie par un système encore incomplet. Si des conventions existent entre la collectivité et les petits commerçants, elles ne couvrent qu'une minorité d'acteurs. En l'absence de généralisation et surtout de sanctions, les comportements déviants persistent. Certains professionnels profitent ainsi du service public sans en assumer le coût, transférant la charge sur la collectivité et les particuliers seuls à financer.

Au-delà de la question financière, c'est un véritable enjeu de salubrité qui se pose. Ces déchets non maîtrisés alimentent des points noirs récurrents, favorisent la prolifération de nuisibles et dégradent durablement l'environnement urbain.

Dans ce contexte, la collecte des déchets d'entreprises apparaît comme un maillon fragile du système global. Son renforcement passe à la fois par une meilleure organisation, une responsabilisation des acteurs économiques et une capacité accrue de contrôle. Sans cela, une partie significative des déchets continuera d'échapper aux circuits officiels, au détriment du territoire.

Nadjim El Farouk

---

**Structurer et financer cette  
collecte pour améliorer la  
propreté dans les zones de vie**



## Le financement de la collecte des déchets révèle ses limites

**À** Mayotte, la collecte des déchets repose sur un système déséquilibré. Entre entreprises non contributrices, dépôts sauvages et service public sous pression, le financement actuel montre ses limites et soulève un paradoxe : une partie des producteurs de déchets ne paie pas pour leur prise en charge

À Mayotte, la collecte des déchets repose en grande partie sur un financement public et sur le financement des particuliers via la TOEM (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères), mais ce modèle révèle aujourd'hui ses failles. Derrière l'organisation des tournées et des équipes, une réalité persiste : tous les producteurs de déchets ne participent pas au financement du service.

En théorie, les entreprises, commerçants et restaurateurs doivent s'acquitter d'une contribution spécifique pour la gestion de leurs déchets auprès de la collectivité ou en contractant des contrats avec des entreprises spécialisées. Certaines structures respectent ce cadre en signant des conventions avec la collectivité, leur permettant de bénéficier d'une collecte adaptée. Mais dans les faits, ce système reste partiel. De nombreux acteurs économiques continuent de déposer leurs déchets dans le circuit classique des ordures ménagères, sans contribution dédiée. D'autres choisissent de s'en débarrasser en dehors de tout cadre, alimentant les dépôts sauvages qui se multiplient sur le territoire. Ce déséquilibre crée un paradoxe : une partie des déchets issus d'activités professionnelles est prise en charge par le service public, financé par la collectivité, donc indirectement par les contri-

buables. Une situation qui pèse sur les moyens disponibles et complique la gestion globale.

Les conséquences sont visibles sur le terrain. Dans certaines zones, des déchets d'entreprises s'accumulent régulièrement, notamment des invendus ou produits avariés. Ces pratiques accentuent les problèmes de salubrité et mobilisent des moyens supplémentaires pour leur traitement. Ce système favorise également un sentiment d'impunité. En l'absence de contrôles systématiques et de sanctions, les comportements déviants perdurent. Certains professionnels continuent de profiter du service sans en supporter le coût, au détriment de l'équilibre du dispositif.

Pour les acteurs de terrain, la question est centrale : une meilleure répartition du financement permettrait-elle d'améliorer la propreté du territoire ? Beaucoup estiment que oui. Une contribution plus équitable, associée à un contrôle renforcé, offrirait des marges de manœuvre supplémentaires pour optimiser la collecte et réduire les dépôts sauvages. À Mayotte, le financement de la gestion des déchets apparaît ainsi comme un levier essentiel. Sans évolution du système, le décalage entre les coûts réels et les contributions risque de s'accroître, fragilisant encore davantage un service déjà sous tension.



Anne-Constance Onghéna

## Recycler reste difficile malgré des dispositifs existants



À Mayotte, le recyclage peine à s'imposer dans les habitudes malgré la mise en place de dispositifs dédiés. Manque de proximité, absence de sensibilisation et contraintes sociales freinent l'adoption des gestes de tri, alors même que les volumes de déchets ne cessent d'augmenter sur le territoire

Le recyclage reste un défi quotidien. Si des dispositifs existent pour trier et valoriser les déchets, leur efficacité se heurte à plusieurs obstacles, à la fois logistiques, sociaux et culturels.

Le premier frein tient à la proximité des équipements. Contrairement à la métropole, où les habitants disposent souvent de bacs de tri au pied de leur logement, les points d'apport volontaire sont parfois éloignés de plusieurs centaines de mètres. Une contrainte qui décourage une partie de la population, peu encline à transporter ses déchets sur de longues distances. L'état parfois des contenants de tri sélectif et le manque de propreté aux abords des

bacs constituent un repoussoir pour certaines familles

À cela s'ajoute un manque de sensibilisation jugé important. Si certaines campagnes existent, elles restent insuffisantes pour faire évoluer durablement les comportements. Le geste de tri, qui a mis des années à s'ancre ailleurs, n'a pas encore trouvé sa place à Mayotte. Beaucoup d'habitants ne perçoivent pas clairement l'intérêt de séparer leurs déchets ni ce qu'ils deviennent ensuite. D'autres ne connaissent pas les consignes de tri faute d'informations précises et récurrentes, ils ne se sentent donc pas concernés.

Dans les quartiers informels, les difficultés sont encore plus marquées. L'accès limité aux infrastructures complique la gestion des déchets au quotidien. Parfois, ce sont les enfants qui sont chargés d'apporter les sacs aux points de collecte, sans toujours pouvoir les déposer correctement dans les équipements adaptés. Résultat : les déchets s'accumulent autour des bacs, aggravant les problèmes de salubrité.

Autre difficulté, l'absence de tri en amont entraîne une perte importante

de matières recyclables. Bouteilles en plastique, canettes, verre ou emballages finissent encore largement mélangés aux ordures ménagères. Ces déchets, qui pourraient être valorisés, sont alors dirigés vers l'enfouissement. Même les habitants ayant déjà pratiqué le tri ailleurs ne reproduisent pas toujours ces gestes sur le territoire. Le manque d'infrastructures accessibles et l'absence d'accompagnement régulier expliquent en partie ce recul des pratiques.

Enfin, le recyclage souffre d'un déficit d'explication. Beaucoup d'utilisateurs ne savent pas à quoi sert concrètement le tri ni quel est le devenir des déchets. Sans compréhension claire, l'adhésion reste limitée.

Dans ce contexte, le recyclage à Mayotte apparaît comme un système encore fragile. Son développement dépendra autant de l'amélioration des infrastructures que d'un effort massif de sensibilisation de proximité, indispensable pour ancrer durablement les bons réflexes.

Anne-Constance Onghéna



## La sensibilisation apparaît comme clé face à la crise déchets



À Mayotte, la gestion des déchets ne se résume pas à la collecte ou aux infrastructures. L'enjeu majeur reste la sensibilisation des habitants. Sans compréhension des gestes de tri ni accompagnement de proximité, les dispositifs existants peinent à produire des résultats durables

La question des déchets dépasse largement les seules problématiques techniques. Derrière les enjeux de collecte ou de traitement, un facteur apparaît déterminant : la sensibilisation des populations. Sans elle, les dispositifs mis en place restent largement inefficaces.

Sur le terrain, les différences de comportement sont visibles d'un quartier à l'autre. Dans certaines zones où les habitants ont été sensibilisés, les équipements de collecte sont correctement utilisés et les déchets sont déposés dans les dispositifs prévus. Ailleurs, les mêmes infrastructures sont détournées, avec des sacs abandonnés à proximité des bacs et des accumulations rapides de déchets.

Ce constat met en évidence une réalité : la connaissance des gestes de tri et de gestion des déchets ne va pas de soi. Elle s'acquiert avec le temps, à condition d'être accompagnée. Or, à Mayotte, cet accompagnement reste insuffisant car quasi inexistant, les éco-organismes peinent à répondre à leurs obligations légales.

Les campagnes d'information classiques, comme les affiches ou les messages généraux, montrent leurs limites dans la formule actuelle, car elles sont inexistantes. Elles ne permettent pas d'atteindre l'ensemble de la population

ni de modifier durablement les habitudes. Pour être efficace, la sensibilisation doit passer en plus de l'affichage ou des messages radiodiffusés, par une présence humaine de proximité, capable d'expliquer concrètement les pratiques attendues.

Dans les quartiers informels, cette nécessité est encore plus marquée. Les habitants, parfois éloignés des circuits d'information traditionnels, ont besoin d'un accompagnement direct. Des actions menées par des associations locales ont montré qu'une sensibilisation adaptée, portée par des personnes connaissant le terrain, permettait d'obtenir de meilleurs résultats.

L'absence de sensibilisation a des conséquences directes sur la gestion des déchets. Une grande partie des emballages recyclables, comme les bouteilles en plastique ou les canettes, continue d'être mélangée aux ordures ménagères. Faute de tri, ces déchets finissent en enfouissement, alors qu'ils pourraient être valorisés. Même les habitants ayant déjà pratiqué le tri ailleurs ne maintiennent pas toujours ces habitudes à Mayotte. Le manque d'explications sur l'intérêt du tri et sur le devenir des déchets contribue à ce désengagement.

À cela s'ajoute un déficit de discours public structuré. La question des déchets reste peu portée dans le débat local, et les messages adressés à la population manquent de clarté et de régularité.

Dans ce contexte, la sensibilisation apparaît comme un levier essentiel. Sans un effort massif et adapté aux réalités du territoire, les dispositifs techniques, aussi performants soient-ils, ne pourront pas produire les effets attendus. À Mayotte, changer les pratiques passe d'abord par expliquer, accompagner et convaincre.

Nadjim El Farouk

## Des déchets trop dégradés compliquent leur recyclage



À Mayotte, une partie importante des déchets destinés au recyclage arrive dans un état trop dégradé pour être valorisée. Entre dépôts anciens, mauvaises conditions de stockage et pollution des matériaux, les filières peinent à reprendre ces déchets devenus impropres au traitement

Le recyclage des déchets se heurte à une difficulté majeure : leur état. Une part importante des déchets collectés, pourtant théoriquement valorisables, arrive dans des conditions trop dégradées pour être acceptée par les filières de traitement. Le problème tient en grande partie à l'existence de dépôts anciens, parfois laissés à l'abandon pendant des années. Exposés aux intempéries, ces déchets se détériorent progressivement. La rouille, l'humidité ou la présence de terre et de résidus altèrent leur qualité au point de les rendre difficilement exploitables. Les déchets d'équipements électriques et électroniques illustrent bien cette situation. Stockés longtemps à l'air libre, ils se dégradent et ne répondent plus aux exigences des centres de traitement. Lors-

qu'ils sont envoyés vers les filières, leur état peut susciter des refus ou des interrogations sur leur conformité.

Le phénomène concerne aussi les métaux. Des déchets comme les canettes ou certaines pièces métalliques perdent de leur intérêt une fois trop oxydés ou souillés. Leur recyclage devient alors moins rentable, voire impossible dans certains cas.

Autre exemple, les équipements contenant des éléments spécifiques, comme les climatiseurs. Lorsqu'ils sont remplis de terre, de béton ou d'autres matériaux, ils nécessitent un nettoyage préalable pour être acceptés. Sans cette étape, ils ne répondent pas aux standards attendus par les filières.

Cette dégradation des déchets complique l'ensemble de la chaîne de valorisation. Les opérateurs doivent parfois effectuer des opé-

rations supplémentaires de tri ou de nettoyage, ce qui augmente les coûts et ralentit les processus. Dans certains cas, les déchets finissent par être écartés des filières de recyclage.

Au-delà de la question technique, cette situation pose un enjeu plus large. Elle met en évidence l'importance des conditions de stockage et de gestion en amont. Plus les déchets sont traités rapidement et dans de bonnes conditions, plus leurs chances d'être recyclés sont élevées. À Mayotte, le défi est donc double : améliorer la collecte et le tri, mais aussi éviter la dégradation des déchets avant leur prise en charge. Car une fois altérés, ces matériaux perdent leur valeur et compromettent les efforts de valorisation.

Anne-Constance Onghéna

## Le réemploi des déchets se heurte à la réalité du terrain



À Mayotte, le réemploi est souvent présenté comme une solution idéale pour réduire les déchets. Pourtant, sur le terrain, cette approche se heurte à des limites structurelles. Entre volumes, contraintes techniques et réalités économiques, le recyclage local reste très difficile à développer.

L'idée de donner une seconde vie aux déchets séduit. Réemploi, recyclage local, transformation sur place : ces concepts sont régulièrement mis en avant comme des solutions évidentes face à l'accumulation des déchets. Mais dans les faits, leur mise en œuvre se révèle bien plus complexe.

Sur le terrain, le réemploi existe, mais à une échelle limitée. Certaines initiatives artisanales permettent de réparer ou de détourner des objets, notamment dans le domaine des équipements électriques. Des structures locales récupèrent ainsi des appareils pour les remettre en état ou en extraire des pièces. Mais ces pratiques restent marginales face aux volumes produits.

Car la principale contrainte tient à l'échelle. La gestion industrielle des déchets implique des quantités importantes qui dépassent largement les capacités locales de transformation. Recycler des matériaux comme le métal, le plastique ou le carton nécessite des installations lourdes, comparables à de véritables unités industrielles, souvent implantées sur de vastes territoires.

À Mayotte, ces infrastructures n'existent pas. Le territoire ne dispose ni de la surface ni des capacités nécessaires pour ac-

cueillir ce type d'installations à grande échelle. Résultat : la majorité des déchets destinés au recyclage doit être exportée vers des sites spécialisés situés hors de l'île. À cela s'ajoute la qualité des déchets. Beaucoup arrivent dans un état dégradé, rendant leur réemploi encore plus difficile. Certains matériaux sont souillés, mélangés ou trop abîmés pour être valorisés localement. D'autres nécessitent des procédés techniques spécifiques indisponibles sur place.

Même lorsque les déchets sont en bon état, leur transformation reste contrainte par les filières existantes. Tous les plastiques, par exemple, ne sont pas recyclables. Certaines catégories sont écartées faute de débouchés industriels, tandis que d'autres finissent en enfouissement ou en incinération.

Le réemploi se heurte aussi à des réalités économiques. Le coût de transformation locale peut être supérieur à celui de l'exportation, rendant certaines initiatives difficiles à pérenniser. Sans volume suffisant ni marché structuré, les projets restent fragiles. Ainsi, à Mayotte, le réemploi apparaît davantage comme un complément que comme une solution globale. S'il permet de valoriser certains flux à petite échelle, il ne peut absorber l'ensemble des déchets produits.

Entre contraintes techniques, limites territoriales et réalité économique, le recyclage local se heurte à un constat simple : tous les déchets ne peuvent pas être réutilisés sur place. Le défi reste donc d'articuler ces initiatives avec une gestion globale adaptée aux spécificités du territoire.

Anne-Constance Onghéna



## La valorisation des déchets freinée par la réglementation

À Mayotte, la gestion des déchets se heurte à un paradoxe. Alors que des solutions régionales pourraient exister, la réglementation internationale limite les coopérations. Résultat : les déchets sont envoyés loin, avec un coût élevé et un impact carbone important.

La valorisation des déchets ne dépend pas uniquement des capacités techniques locales. Elle se heurte aussi à des contraintes réglementaires qui limitent fortement les possibilités de coopération régionale, pourtant souvent présentées comme une solution logique. Dans l'océan Indien, plusieurs

territoires sont confrontés aux mêmes difficultés : surfaces limitées, volumes croissants de déchets et manque d'infrastructures adaptées. À l'inverse, certains pays voisins disposent d'espaces plus vastes qui pourraient accueillir des installations de traitement à plus grande échelle. L'idée d'un pôle régional de gestion des déchets apparaît donc, sur le papier, cohérente.

Mais cette perspective se heurte à un cadre réglementaire strict. Les transferts de déchets, notamment dangereux, sont encadrés par des conventions internationales qui limitent leur circulation (convention de Bâle). Ces règles imposent que les déchets soient traités dans des pays répondant à des exigences spécifiques, excluant de fait une grande partie des territoires de la zone.

Pour Mayotte, cette contrainte se traduit par une dépendance forte à l'exportation vers des destinations éloignées, comme la métropole ou parfois La Réunion. Une solution conforme à la réglementation, mais qui soulève d'autres enjeux. Les déchets doivent être conditionnés puis transportés sur de longues distances, ce qui complexifie leur gestion et augmente les coûts. Le second est environnemental. L'acheminement de conteneurs sur

plusieurs milliers de kilomètres génère un impact carbone important, parfois en contradiction avec les objectifs de valorisation. Cette situation pose un paradoxe : alors que des solutions plus proches pourraient réduire les distances et les coûts, elles restent inaccessibles en raison des règles en vigueur. Les territoires insulaires se retrouvent ainsi contraints d'exporter loin des déchets qui pourraient, dans certains cas, être traités à une échelle régionale.

Face à ces limites, certaines réflexions émergent sur l'adaptation des pratiques. L'idée de mieux valoriser localement certains flux ou de réduire les volumes à exporter est régulièrement évoquée. Mais ces pistes restent complexes à mettre en œuvre, tant les contraintes techniques et réglementaires sont imbriquées.

À Mayotte, la gestion des déchets révèle ainsi une tension entre logique territoriale et cadre international. Entre volonté d'optimiser les flux et obligation de respecter des normes strictes, la marge de manœuvre apparaît aujourd'hui réduite.

Nadjim El Farouk





## En vingt ans, à Mayotte, le déchet est devenu un métier industriel

**E**n vingt ans, la gestion des déchets a profondément changé. D'une activité encore largement manuelle et empirique, le secteur est devenu un métier industriel à part entière, structuré autour d'équipements lourds, de salariés formés, de règles de sécurité strictes et d'investissements massifs.

la gestion des déchets n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'elle était il y a vingt ans. À l'époque, l'activité relevait encore d'un travail de ferrailleur : il fallait aller ramasser des morceaux de métal, les charger à la main dans des conteneurs puis les expédier. Le métier reposait avant tout sur la force physique, sur des gestes répétés et sur une organisation encore très empirique.

Deux décennies plus tard, le changement est radical. Le secteur s'est structuré, équipé et professionnalisé au point de devenir une activité in-

dustrielle à part entière. Désormais, la collecte s'appuie sur des véhicules adaptés, comme des camions-bennes, des camions-grues ou des camions porte-conteneurs. À cela s'ajoutent des machines de traitement capables de transformer en profondeur les conditions de travail et l'efficacité du site.

Parmi ces équipements figurent notamment les broyeurs, les presses et les engins de manutention. Le broyeur permet de déchiqueter différents types de déchets afin de réduire leur volume et d'optimiser leur évacuation. Sur le site, un gros broyeur peut traiter jusqu'à 40 tonnes par heure, tandis qu'un plus petit atteint environ 10 tonnes par heure. L'objectif est simple : faire partir davantage de matière dans un même conteneur. Là où un chargement non broyé ne permettait d'expédier que cinq à six tonnes, le broyage permet désormais d'atteindre plus de vingt tonnes.

Même logique pour la presse, utilisée

surtout pour les déchets métalliques légers. Elle compacte les matières pour augmenter le ratio entre le volume occupé et le poids transporté. Certains déchets métalliques lourds, en revanche, ne peuvent être ni broyés ni compactés et sont chargés directement. Tout cela illustre l'évolution d'un métier désormais fondé sur la mécanisation, le rendement et l'optimisation logistique.

Cette transformation a aussi changé la place des salariés. Le personnel est aujourd'hui moins exposé aux efforts physiques intenses, donc moins soumis aux troubles musculo-squelettiques et à certains risques d'accident. En contrepartie, les compétences demandées se sont élevées. La conduite d'engins impose des habilitations spécifiques. L'utilisation des broyeurs ou des presses nécessite des formations assurées par les fournisseurs des machines. Les salariés sont également suivis médicalement pour pouvoir exercer dans de bonnes conditions.



À cette professionnalisation s'ajoute un cadre de sécurité plus strict. La conduite des engins, l'utilisation des machines et l'organisation du site répondent à des règles précises. Au fil des années, l'activité s'est donc éloignée du simple ramassage pour entrer dans une logique industrielle complète, avec procédures, contrôles et montée en gamme du matériel.

Cette évolution s'est accompagnée d'un effort financier considérable. En vingt ans, les investissements cumulés atteindraient près de 50 millions d'euros chez Enzo Technic Recyclage. Ce chiffre traduit l'ampleur de la mutation. À Mayotte, le déchet n'est plus seulement une contrainte à gérer. Il est devenu un véritable secteur technique, structuré et professionnalisé, qui témoigne de l'entrée progressive de l'île dans une gestion plus moderne de ses flux.

Nadjim El Farouk

---



**La gestion des déchets s'est transformée totalement, d'empiriques elle est entrée dans l'ère du processus industriel**

## La gestion des déchets se modernise et sécurise les métiers



**E**n vingt ans, la gestion des déchets à Mayotte a profondément évolué. La mécanisation des tâches, la formation des agents et le renforcement des règles de sécurité ont permis de réduire la pénibilité du travail et de mieux protéger les salariés dans un secteur autrefois très exposé

À Mayotte, le métier de la gestion des déchets n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'il était il y a vingt ans. Longtemps marqué par un travail manuel éprouvant, il s'est progressivement transformé en une activité structurée, mécanisée et encadrée, où la sécurité des opérateurs est devenue une priorité.

À ses débuts, l'activité reposait essentiellement sur des tâches physiques. Les déchets, notamment les ferrailles, étaient collectés et chargés à la main dans des conteneurs. Ce fonctionnement exposait les travailleurs à des risques importants, qu'il s'agisse de troubles musculosquelettiques ou d'accidents liés à la manipulation de charges lourdes.

Aujourd'hui, la situation a profondément changé. Les opérations sont largement mécanisées, avec l'utilisation d'engins adaptés comme des camions spécialisés, des pelles de manutention ou encore des équipements de compactage et de broyage. Cette évolution permet de limiter les efforts physiques et de réduire significativement les risques liés au travail.

Mais la transformation ne se limite pas à l'équipement. Elle s'accompagne d'une montée en compétence des équipes.

La conduite des engins nécessite désormais des habilitations spécifiques, délivrées après formation. Les opérateurs sont également formés à l'utilisation des machines par les fournisseurs eux-mêmes, afin de garantir une prise en main sécurisée et conforme aux exigences techniques. Parallèlement, un suivi médical des salariés a été mis en place. Il vise à s'assurer de leur aptitude à exercer des activités parfois exigeantes, notamment la conduite d'engins ou le travail sur des sites industriels. Certains postes de travail sont plus suivis que d'autres, notamment pour les agents de collecte des ordures ménagères, les risques physiques liés à la collecte sont réels sans oublier les risques sanitaires induits par la proximité avec les ordures ménagères. Cette attention portée à la santé des agents marque une rupture avec les pratiques du passé.

Au quotidien, des règles strictes encadrent désormais les interventions. Qu'il s'agisse de la manipulation des machines ou de la circulation sur site, des procédures sont appliquées pour prévenir les incidents et les accidents. Cette organisation contribue à sécuriser l'ensemble de la chaîne de traitement des déchets.

En l'espace de deux décennies, le secteur a donc opéré une mutation profonde. Moins pénible, mieux encadré et plus professionnel, le métier de la gestion des déchets s'inscrit désormais dans une logique industrielle, où la performance ne se fait plus au détriment de la sécurité des hommes.

Anne-Constance Onghéna

## La gestion des déchets repose sur un strict encadrement réglementaire



**S**oumise à des règles strictes, la gestion des déchets à Mayotte ne laisse rien au hasard. Entre traçabilité, contrôles réguliers et obligations administratives, les opérateurs doivent répondre à des exigences précises pour garantir la sécurité des installations et la protection de l'environnement

À Mayotte, derrière chaque déchet traité se cache un ensemble d'obligations souvent méconnues du grand public. Loin d'être une activité informelle, la gestion des déchets s'inscrit dans un cadre réglementaire strict, qui impose aux opérateurs une traçabilité complète et des contrôles réguliers.

Les sites de traitement relèvent notamment du régime des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce statut implique une surveillance constante des activités, avec des exigences précises en matière de sécurité, de prévention des risques et de maîtrise des impacts environnementaux.

Concrètement, chaque déchet entrant sur un site doit être identifié et pesé. Les volumes traités sont enregistrés et font l'objet de déclarations régulières auprès des autorités. Chaque année, les exploitants doivent transmettre un bilan détaillé de leur activité, précisant les quantités collectées, traitées et évacuées.

Cette traçabilité permet de suivre le parcours des déchets, depuis leur arrivée jusqu'à leur sortie vers des filières de traitement ou de valorisation. Elle constitue un outil essentiel pour garantir la transparence et prévenir les dérives. Au-delà des flux, les infrastructures elles-mêmes sont soumises à des contrôles stricts. Les installations électriques, les équipements de sécurité incendie ou encore les machines utilisées font l'objet de vérifications régulières. Ces contrôles visent à prévenir les incidents et à assurer la conformité des sites aux normes en vigueur. Les engins de manutention ne sont pas en reste. Leur utilisation est encadrée par des règles précises, et leur état doit être contrôlé périodiquement. L'objectif est de limiter les risques liés à l'exploitation et de sécuriser les conditions de travail.

Ce cadre réglementaire impose également une organisation rigoureuse au quotidien. Les procédures doivent être respectées à chaque étape, qu'il s'agisse du tri, du stockage ou de l'expédition des déchets. Cette discipline contribue à structurer un secteur qui, par le passé, pouvait apparaître plus informel.

À Mayotte, la montée en puissance de ces exigences marque une évolution importante. Elle traduit la volonté de professionnaliser la filière et de garantir une gestion des déchets conforme aux standards environnementaux. Derrière l'apparente simplicité d'une benne ou d'un conteneur se joue donc une organisation complexe, où chaque étape est encadrée. Une réalité essentielle pour assurer, dans la durée, la sécurité des installations et la protection du territoire.

Nadjim El Farouk

## Le broyeur révolutionne la gestion des déchets industriels



À Mayotte, les investissements dans les équipements ont transformé la gestion des déchets. Parmi eux, le broyeur joue un rôle central. En réduisant les volumes et en optimisant les chargements, il permet d'améliorer considérablement l'efficacité du traitement et de l'export des déchets.

À Mayotte, la modernisation de la gestion des déchets passe par des investissements lourds en équipements industriels. Parmi les outils les plus emblématiques de cette évolution figure le broyeur, devenu indispensable dans le traitement des déchets.

Conçu pour réduire le volume des matières, le broyeur permet de déchiqeter une grande variété de déchets. Contrairement à une approche traditionnelle, où les déchets sont chargés tels quels dans les conteneurs, cet équipement transforme leur structure afin d'optimiser leur transport. L'enjeu est clair : faire tenir davantage de matière dans un même espace.

Sur le site de Mtsapéré qui stocke les déchets produits dans le cadre du cyclone, Enzo Technic Recyclage se charge du traitement des volumes. Aux Antilles, les déchets ont été évacués en plusieurs années après le passage d'Irma, ce sera pareil sur notre île. Sur le site, un broyeur est utilisé, il peut traiter jusqu'à 40 tonnes de déchets par heure. Ces

performances permettent d'absorber des volumes importants en un temps réduit, tout en fluidifiant l'ensemble de la chaîne de traitement.

L'intérêt du broyage ne réside pas seulement dans la réduction du volume apparent. Il permet surtout d'augmenter le poids transporté dans chaque conteneur. Sans broyage, un conteneur chargé de déchets volumineux atteint rapidement sa capacité en volume, mais reste limité en poids, autour de cinq à six tonnes. Une fois les déchets broyés, ce même conteneur peut transporter plus de vingt tonnes, voire jusqu'à vingt-cinq tonnes.

Ce gain de rendement a un impact direct sur les coûts et sur l'efficacité logistique. Moins de conteneurs sont nécessaires pour évacuer une même quantité de déchets, ce qui permet d'optimiser les opérations d'exportation vers les sites de traitement extérieurs.

Le broyeur s'inscrit également dans un système plus large. Il est associé à des engins de manutention qui alimentent la machine et à des dispositifs permettant de charger directement les déchets

broyés dans des conteneurs. Certains équipements permettent même de positionner les conteneurs à la verticale pour maximiser le remplissage avant leur fermeture et leur transport.

Autre avantage, le broyeur intègre des systèmes capables de séparer certains matériaux, notamment les éléments métalliques, récupérés grâce à des dispositifs magnétiques. Cela permet d'améliorer encore la qualité du tri en sortie de chaîne. Au-delà des performances techniques, cet équipement illustre la transformation du secteur à Mayotte. Là où le chargement se faisait autrefois à la main, sur plusieurs jours, le broyage permet aujourd'hui de traiter et d'expédier plusieurs conteneurs en une seule journée. Avec le broyeur, la gestion des déchets franchit un cap industriel. Cet investissement d'Enzo technic Recyclage, parmi les plus structurants du secteur, témoigne d'une volonté d'efficacité et d'adaptation à des volumes toujours plus importants.

Anne-Constance Onghéna

**20** ANS  
D'ENGAGEMENT

**ENZO TECHNIC  
RECYCLAGE A 20 ANS**  
RÉPONDRE À VOS BESOINS, NOTRE MISSION



**ENZO TECHNIC RECYCLAGE,  
TOUJOURS À VOS CÔTÉS**

NOUS INSCRIRE DANS LA PRÉSERVATION  
DU TERRITOIRE, NOTRE AMBITION

— 2006 - 2026 —  
**ENZO**   
GROUPE

## La presse industrielle optimise le traitement des déchets métalliques



À Mayotte, les investissements dans les équipements de traitement des déchets effectués par Enzo Technic Recyclage ont transformé les pratiques. La presse industrielle, dédiée au compactage des déchets métalliques, permet d'optimiser le transport et d'améliorer l'efficacité globale de la filière, désormais structurée autour de logiques industrielles

La modernisation de la gestion des déchets repose en grande partie sur des équipements capables d'améliorer la performance des opérations. Parmi eux, la presse industrielle occupe une place centrale dans le traitement des déchets métalliques.

Cet outil fonctionne sur un principe simple : compacter les déchets afin de réduire leur volume et augmenter leur densité. Contrairement aux déchets bruts, souvent volumineux et peu denses, les matériaux compressés occupent moins d'espace tout en permettant de transporter davantage de poids dans un même

conteneur. L'enjeu est stratégique. Sans compactage, les conteneurs atteignent rapidement leur limite en volume, sans exploiter pleinement leur capacité en poids. Grâce à la presse, les déchets métalliques peuvent être densifiés, ce qui permet d'optimiser leur chargement et leur exportation vers les sites de traitement.

La presse est principalement utilisée pour les déchets métalliques dits « légers ». Ces matériaux, souvent issus de la récupération ou du démontage, se prêtent particulièrement bien à cette opération. Certains équipements intègrent également une fonction de découpe, permettant de fragmenter les pièces trop volumineuses avant leur compactage.

En revanche, tous les déchets métalliques ne peuvent pas être traités de cette manière. Les éléments les plus lourds, comme certaines structures ou pièces massives, ne peuvent être ni broyés ni compactés. Par conséquent, grâce à la cisaille équipée sur l'une des presses, les morceaux lourds sont découpés et chargés directement dans les conteneurs pour être évacués tels quels.

L'utilisation de la presse s'inscrit dans



une logique globale d'optimisation. En réduisant le volume des déchets et en augmentant leur densité, elle permet de limiter le nombre de conteneurs nécessaires à l'exportation. Un levier essentiel dans un territoire insulaire, où les coûts logistiques sont élevés. Au-delà de la performance technique, cet équipement contribue également à améliorer les conditions de travail. Là où le chargement manuel dominait autrefois, la mécanisation réduit les efforts physiques et les risques liés à la manipulation des matériaux.

La presse industrielle illustre ainsi la transformation du secteur à Mayotte. Elle témoigne du passage d'une activité encore artisanale à une organisation structurée, où chaque étape est pensée pour gagner en efficacité. Dans un contexte de volumes croissants, cet investissement apparaît aujourd'hui comme un outil indispensable pour accompagner le développement de la filière déchets sur le territoire.

Nadjim El Farouk

**Enzo Technic recyclage  
procède chaque années à des  
investissements importants  
pour améliorer ses process**



## Le basculeur optimise le chargement des déchets à l'export

À Mayotte, la modernisation de la gestion des déchets repose sur des équipements techniques encore peu connus. Parmi eux, le basculeur joue un rôle clé dans l'optimisation du chargement des conteneurs, en permettant de maximiser les volumes exportés vers les filières de traitement. Enzo Technic Recyclage a investi dans un tel outil

Derrière la gestion des déchets se cache une organisation technique de plus en plus structurée. Parmi les équipements qui participent à cette transformation, le basculeur occupe une place stratégique dans la chaîne de traitement et d'export des déchets. Cet outil, encore méconnu du grand public, intervient après les phases de

tri et de broyage. Son rôle est de positionner les conteneurs à la verticale afin de faciliter leur remplissage. Une étape essentielle pour optimiser le chargement des déchets avant leur expédition.

Concrètement, le basculeur permet de redresser un conteneur, généralement utilisé à l'horizontale, pour le placer en position verticale. Cette configuration offre un avantage majeur : elle permet de remplir le conteneur de manière plus dense et plus homogène, en limitant les espaces vides.

Les déchets, souvent préalablement broyés, sont alors introduits directement dans le conteneur. Cette méthode améliore considérablement le taux de remplissage et permet d'augmenter les quantités transportées à chaque expédition. Une fois le conteneur plein, le basculeur le repositionne

à l'horizontale pour qu'il puisse être pris en charge par un camion porte-conteneur. Cet enchaînement d'opérations s'inscrit dans une logique globale d'optimisation. Sur un territoire insulaire comme Mayotte, où les déchets doivent être exportés vers des sites extérieurs de traitement, chaque gain de capacité représente un enjeu économique important.

Le basculeur ne fonctionne pas seul. Il est intégré à un système comprenant également des broyeurs, des engins de manutention et des camions spécialisés. Ensemble, ces équipements permettent de fluidifier les opérations et de réduire les délais de chargement.

L'évolution est notable par rapport aux pratiques passées. Là où le chargement des conteneurs pouvait prendre plusieurs jours, les équipe-

ments actuels permettent aujourd'hui de traiter plusieurs conteneurs en une seule journée. Le basculeur contribue directement à cette amélioration des performances.

Au-delà de l'efficacité, cet outil participe aussi à la sécurisation des opérations. En limitant les manipulations manuelles et en structurant les phases de chargement, il réduit les risques pour les agents. À Mayotte, le basculeur illustre ainsi la montée en puissance d'une gestion des déchets devenue industrielle. Derrière chaque conteneur expédié, c'est toute une chaîne technique qui se met en place, avec pour objectif d'optimiser au maximum chaque étape du traitement.

Nadjim El Farouk

**20** ANS  
D'ENGAGEMENT

**ENZO TECHNIC  
RECYCLAGE A 20 ANS**  
RÉPONDRE À VOS BESOINS, NOTRE MISSION



**ENZO TECHNIC RECYCLAGE,  
TOUJOURS À VOS CÔTÉS**

NOUS INSCRIRE DANS LA PRÉSERVATION  
DU TERRITOIRE, NOTRE AMBITION

— 2006 - 2026 —  
**ENZO**   
GROUPE



## Les bennes à ordures ménagères au cœur de la collecte

À Mayotte, la collecte des déchets ménagers s'appuie sur des bennes de plus en plus performantes. Adaptées aux contraintes du territoire, elles permettent d'optimiser les tournées tout en garantissant la sécurité des agents dans un contexte de circulation et d'accès parfois difficiles.

Les bennes à ordures ménagères constituent le maillon essentiel de la collecte quotidienne des déchets. Leur évolution au fil des années illustre la transformation d'un service autrefois rudimentaire en un système désormais structuré et adapté aux réalités du territoire. C'est là encore un investissement important consenti par Enzo Technic Recyclage au gré des marchés emportés par l'entreprise mahoraise.

Aujourd'hui, ces véhicules ne se contentent plus de transporter les déchets. Ils sont équipés de dispositifs techniques qui permettent d'optimiser la collecte tout en renforçant la sécurité des équipes. Les systèmes embarqués facilitent l'organisation des tournées, tandis que les équipe-

ments de levage et de compactage limitent les manipulations manuelles et réduisent les risques d'accident.

La diversité des modèles utilisés répond aux contraintes spécifiques de Mayotte. A Mamoudzou, Les camions de grande capacité, de type 19 tonnes, sont mobilisés sur les axes principaux et les zones les plus accessibles. Ils permettent de collecter d'importants volumes en une seule tournée. À l'inverse, des véhicules plus compacts, autour de 12 tonnes, sont utilisés pour accéder aux rues étroites et aux quartiers plus difficiles d'accès.

Cette complémentarité permet de couvrir l'ensemble des zones urbanisées. Par exemple, un camion de grande capacité peut assurer une tournée complète sur un secteur étendu comme le Grand Mamoudzou, tandis que d'autres zones plus denses nécessitent plusieurs passages. L'organisation des tournées tient également compte des contraintes de circulation. Pour éviter les embouteillages et ne pas perturber le trafic, la collecte est majoritairement réalisée en fin de journée et en soirée. Les équipes privilégient d'abord les quartiers, avant de se concentrer sur les grands axes une

fois la circulation plus fluide.

Cette stratégie permet d'améliorer l'efficacité du service tout en limitant son impact sur le quotidien des habitants. Elle témoigne aussi de l'adaptation permanente du dispositif aux conditions locales, marquées par une forte densité de population et des infrastructures parfois saturées.

Au-delà de leur fonction logistique, les bennes à ordures ménagères participent à l'évolution globale du secteur. Leur modernisation a contribué à réduire la pénibilité du travail, en limitant les efforts physiques et en améliorant les conditions de sécurité pour les agents.

Dans un territoire où les volumes de déchets ne cessent d'augmenter, ces équipements apparaissent comme un élément clé. Leur performance et leur adaptation conditionnent en grande partie l'efficacité de la collecte. À Mayotte, la benne à ordures ménagères n'est plus seulement un outil de ramassage : elle est devenue un véritable levier d'organisation et d'optimisation du service public.

Anne-Constance Onghéna



**Elles sont le « lien » entre le service public de la collecte et l'utilisateur**



## La gestion des déchets dangereux est strictement encadrée

À Mayotte, la gestion des déchets dangereux répond à une réglementation stricte. Entre encadrement des activités classées, contraintes sur les filières et difficultés locales d'application, le traitement des VHU et des D3E illustre les enjeux techniques et réglementaires du territoire.

À Mayotte, la gestion des déchets dangereux s'inscrit dans un cadre réglementaire exigeant, qui encadre à la fois les pratiques des opérateurs et les conditions de traitement. Ces déchets, qui présentent des risques pour la santé ou l'environnement, nécessitent des précautions particulières à chaque étape de leur prise en charge.

Parmi eux figurent notamment les déchets d'équipements électriques et électroniques, appelés D3E. Ils regroupent une large gamme d'appareils du quotidien, comme les réfrigérateurs, les machines à laver, les téléviseurs ou encore les petits équipements ménagers. Leur classification comme déchets dangereux s'explique par la présence de composants spécifiques, notamment des gaz ou des substances potentiellement nocives.

La gestion de ces déchets repose sur une organisation structurée autour d'éco-organismes, qui financent et pilotent leur collecte et leur traitement. À Mayotte, ces équipements sont collectés via plusieurs points de regroupement : déchetteries, distributeurs ou opérations ponctuelles. Le principe du « un pour un » impose notamment aux vendeurs de

reprélever un ancien appareil lors de l'achat d'un neuf.

Une fois collectés, les D3E sont triés selon différentes catégories, avant d'être conditionnés et expédiés vers des centres de traitement situés hors du territoire, notamment en métropole ou à La Réunion. Ce recours à l'export s'explique par l'absence de filières locales adaptées. Cependant, ce système reste confronté à plusieurs diffi-

cultés. Certains équipements échappent encore aux circuits officiels, notamment ceux vendus hors réseaux structurés. D'autres, issus de dépôts anciens historiques ou sauvages, sont dégradés au point de compliquer leur valorisation. Leur état peut poser problème lors de leur réception dans les centres de traitement.

La réglementation impose également des contraintes strictes en matière d'exportation, notamment pour les déchets dangereux (convention de Bâle). Des procédures administratives spécifiques doivent être respectées, ce qui peut parfois ralentir les opérations et entraîner des périodes de stockage sur le territoire.

Parallèlement, les activités de gestion des déchets sont soumises au régime des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce cadre impose un suivi rigoureux des flux, avec une traçabilité des déchets entrants et sortants, ainsi que des contrôles réguliers sur les équipements, les installations et les conditions de sécurité.

Concrètement, les opérateurs doivent peser, identifier et déclarer les volumes traités, tout en respectant des normes strictes en matière de prévention des risques, notamment incendie ou pollution. Des inspections régulières viennent vérifier la conformité des sites.

À Mayotte, la gestion des déchets dangereux illustre ainsi la complexité d'un système à la croisée des enjeux environnementaux, techniques et réglementaires. Entre exigences élevées et contraintes locales, le défi reste de garantir une prise en charge sécurisée tout en adaptant les dispositifs aux réalités du territoire.



Anne-Constance Onghéna



## Le trading des déchets devient un levier économique clé

**L**ongtemps perçus comme une contrainte, les déchets sont désormais une ressource. À Mayotte, leur valorisation passe par des marchés internationaux où les matières recyclables s'échangent comme des matières premières, transformant les opérateurs locaux en véritables intermédiaires du commerce mondial.

À Mayotte, les déchets ne sont plus seulement un problème à gérer, ils sont aussi une matière à valoriser. Derrière les opérations de collecte et de tri se cache une réalité économique souvent méconnue : celle du trading des déchets, un marché mondialisé où chaque flux possède une valeur.

Tous les déchets ne se valent pas. Les métaux non ferreux, comme le cuivre ou l'aluminium, figurent parmi les plus recherchés. Leur valeur élevée en fait des produits particulièrement convoités sur les marchés internationaux. À l'inverse, d'autres matériaux comme le carton ou certains plastiques peuvent représenter un coût, notamment lorsque leur traitement est plus cher que leur revente.

Cette logique de marché impose une organisation rigoureuse. Une fois triés et conditionnés, les déchets sont chargés dans des conteneurs puis exportés vers des zones de transformation. L'Inde constitue par exemple un débouché majeur pour la ferraille, tandis que d'autres matériaux peuvent être envoyés vers l'Asie ou l'Europe, selon les cours du moment. Le choix de la destination dépend autant de la valeur du matériau que des coûts de transport.

Dans ce contexte, les opérateurs locaux deviennent des acteurs économiques à part entière, Enzo Technic Recyclage pratique le trading des déchets. Son rôle ne se limite plus à collecter et stocker. Son équipe négocie, arbitre et adapte les flux en fonction des opportunités du marché. Cette activité suppose d'atteindre des volumes suffisants pour rendre l'export rentable, ce qui explique l'importance des investissements réalisés pour améliorer le tri et le conditionnement.

Mais ce modèle reste fragile. La rentabilité dépend fortement des fluctuations des prix mondiaux. Certains flux peuvent devenir non viables du jour au lendemain, obligeant les acteurs à suspendre certaines filières. C'est le cas du carton, dont la valorisation peut devenir négative en raison des coûts de traitement. C'est notamment le cas en ce moment, confirme Andrian Toilibo chez Enzo Technic Recyclage.

À Mayotte, le développement du trading des déchets repose donc sur un équilibre délicat entre volumes, qualité des matières et accès aux marchés internationaux. Il illustre une transformation profonde du secteur, où la gestion des déchets s'inscrit désormais dans une logique économique globale, bien au-delà des frontières de l'île.

Nadjim El Farouk



## Enzo Technic Recyclage s'impose comme un acteur clé entre public et privé

**À** Mayotte, la gestion des déchets repose sur un équilibre entre acteurs publics et opérateurs privés. Au cœur de ce système, Enzo Technique Recyclage occupe une position stratégique depuis 20 ans, en lien direct avec les collectivités, les entreprises et les éco-organismes qui structurent la filière.

La gestion des déchets ne relève ni uniquement du service public, ni exclusivement du secteur privé. Elle repose sur une articulation complexe entre plusieurs acteurs, au sein de laquelle certaines entreprises occupent une place centrale. C'est le cas d'Enzo Technique Recyclage, dont l'activité s'inscrit à la croisée de ces différents mondes. Depuis 20 ans, l'entreprise mahoraise s'est imposée comme un pilier du secteur.

Sur le terrain, l'entreprise intervient en premier lieu aux côtés des collectivités. Dans le cadre de marchés publics, elle assure des prestations de collecte, notamment sur le territoire de Mamoudzou. Cette mission s'inscrit dans une logique de service public, où l'objectif est de garantir la continuité de la collecte et de maintenir un niveau minimal de salubrité. Elle est aussi acteur pour les autres communes à travers des missions exécutées pour le SI-DEVAM 976.

Mais son rôle ne s'arrête pas là. En parallèle, l'entreprise travaille directement avec les acteurs économiques. Elle propose des solutions de collecte et de traitement aux entreprises qui souhaitent externaliser la gestion de leurs déchets. Ce positionnement répond à un besoin croissant, dans un contexte où les flux issus des activités éco-

nomiques prennent de l'ampleur.

Entre ces deux univers, Enzo joue également un rôle d'intermédiaire avec les éco-organismes. Ces structures, chargées d'organiser la collecte et le recyclage de certaines catégories de déchets, s'appuient sur des opérateurs locaux pour mettre en œuvre leurs filières. C'est notamment le cas pour les équipements électriques et électroniques, dont la gestion repose sur des contrats spécifiques.

Cette position transversale confère à l'entreprise une vision globale du système. Elle lui permet de suivre les flux, d'identifier les points de blocage et d'adapter ses pratiques en fonction des contraintes du terrain. Elle suppose aussi de répondre à des exigences variées, qu'elles soient administratives, techniques ou économiques. En aval, Enzo Technic Recyclage fait commerce des déchets quand cela est nécessaire et est la courroie de transmission indispensable avec les exutoires des différents types de déchets.

Dans ce contexte, Enzo Technique Recyclage apparaît comme un maillon essentiel de la chaîne. À la fois prestataire des collectivités, partenaire des entreprises et opérateur pour les éco-organismes, l'entreprise contribue à faire fonctionner un système encore en construction. À Mayotte, où la gestion des déchets reste un enjeu majeur, cette capacité à relier les différents acteurs constitue un atout. Elle illustre aussi la complexité d'un secteur qui, pour fonctionner efficacement, doit s'appuyer sur une coopération étroite entre public et privé.

Anne-Constance Onghéna



**Partenaires des élus et identifiées  
par la population, des équipes  
d'Enzo Technic Recyclage  
appartiennent désormais à  
l'inconscient collectif**



## Recycler les huiles de cuisine devient un enjeu stratégique

À Mayotte, les huiles de friture représentent un gisement de déchets encore largement inexploité. Pourtant, leur valorisation offre des perspectives concrètes, à la fois environnementales et économiques, en permettant de produire du carburant ou de l'énergie à partir de ces résidus.

À Mayotte, les huiles de cuisine usagées restent aujourd'hui un déchet largement sous-estimé. Produites en grande quantité par les ménages, les restaurants et la restauration collective, elles finissent le plus souvent dans les égouts, dans la nature ou avec les ordures ménagères, alors même qu'elles constituent une ressource valorisable.

Leur mauvaise gestion n'est pas sans conséquence. Déversées dans les réseaux d'assainissement, elles peuvent obstruer les canalisations et perturber le fonctionnement des stations d'épuration. Un seul litre d'huile rejeté peut polluer jusqu'à un million de litres d'eau, illustrant l'impact environnemental majeur de ces pratiques.

Pourtant, une filière de valorisation existe et se développe ailleurs. La première étape repose sur la collecte. Dans les systèmes organisés, les huiles sont stockées dans des contenants spécifiques, puis récupérées par des opérateurs spécialisés qui assurent leur traçabilité et leur transport vers des centres de traitement. Une fois collectées, les huiles subissent plusieurs transformations. Elles sont d'abord filtrées pour éliminer les impuretés et l'eau, puis traitées chimiquement. Le procédé le plus courant est la transestérification, qui permet de produire un biodiesel à partir de ces huiles usagées. Ce

carburant renouvelable peut être utilisé seul ou mélangé au diesel classique.

Les bénéfices sont significatifs. Une tonne d'huile usagée peut produire plusieurs centaines de litres de biocarburant, tandis que chaque litre valorisé permet d'éviter plusieurs kilogrammes d'émissions de CO<sub>2</sub>. Dans certains cas, ces huiles peuvent aussi être utilisées pour produire de l'électricité ou entrer dans la fabrication de produits industriels comme les lubrifiants ou les savons.

À Mayotte, ces perspectives restent encore peu exploitées. Pourtant, le potentiel est réel, notamment dans les zones de restauration ou les grandes surfaces. La mise en place de filières de collecte structurées permettrait non seulement de réduire la pollution, mais aussi de transformer un déchet problématique en ressource énergétique. Reste un défi majeur : organiser la collecte et structurer les acteurs. Sans cadre clair, sans obligation réelle et sans solution logistique adaptée, les huiles continueront à échapper aux circuits de valorisation. À l'inverse, si une filière se met en place, elles pourraient devenir l'un des rares déchets facilement récupérables et immédiatement valorisables sur le territoire.

Dans un contexte de forte production de déchets et de dépendance énergétique, les huiles de cuisine pourraient ainsi passer du statut de nuisance à celui d'opportunité. À condition, toutefois, de mettre en place les outils nécessaires pour capter ce flux encore largement perdu.

Nadjim El Farouk

**20** ANS  
D'ENGAGEMENT

# ENZO TECHNIC RECYCLAGE A 20 ANS

RÉPONDRE À VOS BESOINS, NOTRE MISSION



**300 000**

**TONNES DE DÉCHETS  
COLLECTÉS SUR 20 ANS**



**7 000**

**CONTENEURS DE  
DÉCHETS EXPORTÉS**

**+ DE  
300**



**PARTENAIRES  
DANS LE MONDE**

**ENZO TECHNIC RECYCLAGE,  
TOUJOURS À VOS CÔTÉS**

NOUS INSCRIRE DANS LA PRÉSERVATION  
DU TERRITOIRE, NOTRE AMBITION



— 2006 - 2026 —  
**ENZO**  
GROUPE



## Les déshydrateurs ouvrent une nouvelle voie pour les déchets

**E**ncore peu connus à Mayotte, les déshydrateurs pourraient transformer la gestion des déchets organiques. Entre compostage, hygiène et réduction des nuisances, ces équipements suscitent l'intérêt de certains acteurs, à l'image d'Enzo Technique Recyclage qui commence à les proposer à ses clients.

La question des déchets organiques reste largement sous-traitée, souvent mélangée aux ordures ménagères et envoyée en enfouissement. Pourtant, une solution technique existe : les déshydrateurs. Ces équipements permettent de traiter sur place certains déchets alimentaires en accélérant leur dégradation naturelle.

Le principe est simple. Un déshydrateur est une machine qui transforme les déchets organiques en résidus déshydratés. Mais tous les déchets ne se valent pas. Une distinction essentielle doit être faite entre les déchets d'origine végétale et ceux d'origine animale.

Les déchets végétaux, épluchures, fruits, légumes, peuvent être valo-

risés sous forme de compost. Une fois transformés, ils peuvent être utilisés en agriculture ou pour enrichir les sols. En revanche, les déchets d'origine animale, restes de viande, plats cuisinés, posent davantage de contraintes. Leur traitement nécessite des procédés plus complexes et, dans la plupart des cas, ils ne peuvent pas être valorisés localement sous forme de compost.

C'est là que se situe la limite du système. Pour que le déshydrateur produise une matière valorisable, un tri en amont est indispensable. Dans les grandes surfaces, cette séparation est envisageable, notamment pour les invendus encore bruts. En revanche, dans la restauration, où les déchets sont mélangés dans les assiettes, la valorisation devient beaucoup plus difficile.

Malgré ces contraintes, les déshydrateurs présentent des avantages immédiats. Ils permettent de réduire les volumes de déchets, de limiter les odeurs et d'améliorer les conditions d'hygiène. Dans un contexte où les nuisibles et les fermentations posent problème, ces équipements offrent une solution

concrète pour les professionnels. À Mayotte, certains acteurs commencent à s'y intéresser. C'est le cas d'Enzo Technique Recyclage, qui propose désormais cette solution à ses clients, en particulier aux grandes surfaces. L'objectif est double : réduire la part de déchets envoyés en enfouissement et améliorer la gestion des flux sur site. Des perspectives existent également en aval. Une partie des résidus pourrait alimenter des filières de compostage déjà en développement sur l'île, notamment dans le sud. Cela suppose toutefois une organisation rigoureuse et une qualité de tri suffisante.

À terme, les déshydrateurs pourraient trouver leur place dans le paysage local, en complément des autres solutions de traitement. Ils ne constituent pas une réponse universelle, mais offrent une piste crédible pour mieux gérer une partie des déchets organiques. Dans un territoire confronté à la saturation de ses capacités d'enfouissement, chaque solution compte.

Nadjim El Farouk



## Les batteries au lithium posent un défi majeur à venir

**A**vec l'essor des équipements électriques et des véhicules modernes, les batteries au lithium deviennent un enjeu critique à Mayotte. Instables, difficiles à transporter et peu prises en charge par les compagnies maritimes, elles représentent un défi technique, sécuritaire et logistique pour les années à venir.

À Mayotte, un nouveau type de déchet s'impose progressivement comme un défi majeur : les batteries au lithium. Présentes dans les téléphones, ordinateurs, outils électroportatifs ou encore véhicules récents, elles accompagnent la modernisation des équipements, mais posent de sérieuses difficultés en fin de vie.

Le premier problème est leur instabilité. Contrairement à d'autres déchets, une batterie au lithium peut s'auto-enflammer sans intervention extérieure. Ce risque rend leur stockage et leur manipulation particulièrement sensibles. Dans un territoire où les infrastructures sont encore en structuration, cette contrainte complique fortement leur prise en charge.

Le deuxième obstacle est logistique. Si ces batteries arrivent facilement sur l'île avec les produits importés, leur évacuation devient un casse-tête. Les compagnies maritimes refusent de plus en plus de transporter ce type de déchets, en raison des risques d'incendie à bord des portes-conteneurs. Plusieurs incidents survenus dans le transport international

ont renforcé ces restrictions, limitant les possibilités d'exportation.

Cette situation crée un déséquilibre : les flux entrants augmentent, mais les solutions de sortie restent limitées. À terme, cela pourrait entraîner des problèmes de stockage, avec des volumes croissants de batteries difficiles à traiter localement.

Des pistes existent néanmoins. Des procédés techniques sont à l'étude pour stabiliser ces batteries avant transport, notamment en les immergeant dans des solutions spécifiques afin de neutraliser les risques. Ces technologies, encore en phase de test dans la région, pourraient offrir une alternative si elles s'avèrent fiables et applicables à Mayotte. Mais au-delà de la technique, la question est aussi organisationnelle. La montée en puissance des batteries au lithium impose d'anticiper la structuration d'une filière dédiée, capable de gérer ce flux spécifique avec des règles adaptées. Sans cela, le territoire risque de se retrouver confronté à un nouveau type de pollution difficile à maîtriser.

À mesure que les équipements électriques se généralisent, le défi ne fera que s'accroître. Pour Mayotte, les batteries au lithium incarnent ainsi un enjeu émergent, révélateur des transformations rapides de la consommation et des limites actuelles du système de gestion des déchets.

Anne-Constance Onghéna

## L'avenir des déchets passe par une gestion plus locale et rigoureuse



À Mayotte, la gestion des déchets entre dans une phase décisive. Face à l'augmentation de la consommation, aux dépôts sauvages et aux limites du tri, l'avenir repose sur des collectivités plus proches du terrain, des entreprises responsabilisées et des filières capables de mieux valoriser les flux produits sur l'île.

À Mayotte, l'avenir de la gestion des déchets ne pourra pas se limiter à collecter ce qui déborde. Avec la hausse de la consommation, l'augmentation des emballages et la multiplication des flux à traiter, le territoire doit désormais passer d'une logique d'urgence à une organisation durable. Le premier enjeu concerne les collec-

tivités. Depuis la création des intercommunalités, la question de la collecte se pose à l'échelle des bassins de vie. L'idée qui s'impose est celle d'une gestion plus proche du terrain, portée par chaque EPCI. Le Syndicat des déchets pourrait, lui, se concentrer sur le traitement. Cette répartition permettrait d'adapter les tournées aux réalités locales, notamment dans les zones urbanisées comme dans les secteurs plus difficiles d'accès.

Le deuxième défi concerne le tri. Aujourd'hui, les points d'apport volontaire ne suffisent pas à installer durablement les bons gestes. La question d'un équipement plus direct des ménages, avec des bacs dédiés, reste posée. Mais quel que soit le modèle choisi, il devra s'accompagner d'une vraie sensibilisation. Sans explication claire, sans présence humaine sur le terrain, les dispositifs resteront sous-utilisés.

Les entreprises devront, elles aussi, prendre leur part. Trop de déchets professionnels finissent encore dans le circuit public ou dans des dépôts sauvages. Restaurateurs, commerçants, importateurs ou petites sociétés devront intégrer le coût réel de leurs déchets. La fin de l'impunité apparaît comme une condition indispensable pour assainir le système.

L'avenir passera également par une meilleure prise en charge de flux encore mal maîtrisés. Les huiles de friture, produites en grande quantité, pourraient être collectées plus facilement. Les biodigesteurs peuvent offrir une solution pour certains déchets organiques végétaux, notamment dans les grandes surfaces. Les batteries au lithium, en revanche, posent déjà un défi majeur en raison de leur instabilité et des difficultés d'exportation.

Enfin, Mayotte devra choisir entre plusieurs voies de valorisation. Certains déchets continueront d'être exportés vers les filières mondialisées du recyclage. D'autres pourraient être valorisés localement, notamment à travers une future unité de valorisation énergétique de type incinérateur, capable de transformer une partie des déchets en électricité.

L'enjeu est donc clair : mieux trier, mieux collecter, mieux responsabiliser et mieux valoriser. À Mayotte, le futur des déchets dépendra moins d'un outil miracle que d'une organisation cohérente, capable de fixer enfin des règles lisibles pour tous.

Anne-Constance Onghéna



Mobiliser les services communaux en complément du service public de la collecte pour assurer la propreté urbaine, la propreté appelle le respect le plus souvent





## À Hamaha, une nouvelle plateforme pour moderniser la gestion des déchets voit le jour

Un projet de plateforme à Hamaha doit transformer en profondeur la gestion des déchets. Plus vaste, mieux organisée et conforme aux normes, elle accompagnera la montée en puissance des flux tout en permettant la fermeture et la réhabilitation du site actuel de Kawéni.

À Mayotte, la gestion des déchets s'apprête à franchir une nouvelle étape avec la création d'une plateforme multifilière à Hamaha. Pensé comme un outil structurant, ce futur site de Enzo Technic Recyclage doit répondre à l'augmentation des volumes et aux exigences réglementaires, tout en corrigeant les limites du site actuel de Kawéni. Après l'acquisition d'un foncier de 6 hectares sur Hamaha, le groupe ENZO lance un projet de développement industriel nécessaire pour Mayotte.

Aujourd'hui, l'installation de Kawéni fonctionne dans un espace contraint, peu adapté à la montée en puissance des flux. L'objectif du nouveau site est clair : disposer d'une surface plus importante pour mieux organiser les activités. À Hamaha, les déchets seront répartis par filière, avec des zones dédiées à chaque type de flux, qu'il s'agisse des déchets non dangereux (cartons, plastiques, métaux...) et des déchets dangereux (batteries, DEEE...).

Cette organisation permettra d'améliorer le tri et d'augmenter les volumes valorisés. L'enjeu est de passer d'une gestion contrainte à une logique industrielle, capable de traiter davantage de déchets tout en optimisant leur préparation à l'export. À terme, cette montée en capacité doit renforcer la rentabilité des filières, en atteignant les seuils nécessaires pour négocier directement avec les acheteurs internationaux.

Cette nouvelle plateforme contribuera d'autre part à l'installation pérenne des écoorganismes, et au développement des filières REP...

Le projet prévoit également des aménagements conformes aux normes environnementales. Les plateformes seront adaptées pour éviter tout contact entre les déchets et le milieu naturel, avec des infrastructures pensées pour limiter les risques de pollution. L'intégration paysagère est aussi mise en avant, avec la volonté d'inscrire le site dans son environnement sans rupture visible.

Estimé à 20 millions d'euros, l'investissement porté par Enzo Technic Recyclage repose sur un financement mixte, associant fonds propres et fonds publics. La mise en service est envisagée à l'horizon 2028. À cette échéance, l'ensemble des activités actuellement menées à Kawéni sera transféré vers Hamaha.

Le site de Kawéni, une fois libéré, sera réhabilité par Enzo Technic Recyclage. Cette étape est essentielle pour effacer les traces d'une activité longtemps implantée au cœur de la zone urbaine. Le déplacement vers Hamaha permettra également de réduire la pression sur le trafic routier à Mamoudzou, en éloignant une partie des flux de camions du centre.

Avec cette nouvelle plateforme, Mayotte ambitionne de se doter d'un outil à la hauteur de ses besoins. Plus qu'un simple déménagement, il s'agit d'un changement d'échelle, qui pourrait redéfinir durablement la gestion des déchets sur le territoire.

Nadjim El Farouk

**La gestion des déchets va changer de dimension avec le premier site industriel multifilières de l'île de gestion des déchets valorisables en attente de traitement**

# ➤ L'INFO KWEZI

Nouveau site internet, même mission



*L'actu vérifiée*  
les visages,  
les événements,  
les débats

*Mayotte connectée  
à son actu*

*Toute l'info*  
mahoraise  
en continu et  
partout 24h/24

**KTV** ➤ **24h/24**

Direct TV  
Tous les replays

*Vivez Mayotte comme jamais !*

**linfokwezi.fr** 